

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A.

Le Poulailon
42460 Sevelinges

Références : UiD4243-EAR-024-267
Code AIOT : 0006103500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A. implanté Le Poulailon, 121 Chemin de la teinturerie 42460 Sevelinges. L'inspection a été annoncée le 12/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A.
- Le Poulailon, 121 Chemin de la teinturerie, 42460 Sevelinges
- Code AIOT : 0006103500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans la teinture sur fil et sur pièces, mais également dans les apprêts

pour tissus.

Thèmes de l'inspection :

- Surveillance des rejets aqueux
- Surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Nonylphénols	AP Complémentaire du 06/11/2019, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
15	Nature et fréquence d'analyse	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.4	Demande d'action corrective	1 mois
16	Eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.7	Demande d'action corrective	1 mois
21	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Autosurveillance	AP Complémentaire du 06/11/2019, article 6	Sans objet
7	Autosurveillance	AP Complémentaire du 06/11/2019, article 5	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
11	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
12	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
13	Déclaration des résultats PFAS dans	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	GIDAF		
14	Conception du réseau de forages	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.1	Sans objet
17	Repérage et entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Sans objet
18	Nivellement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Sans objet
19	Enregistrement BSS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°	Sans objet
20	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer une surveillance des rejets aqueux conforme aux prescriptions réglementaires. Pour le cas de la surveillance des eaux souterraines, la fréquence de surveillance imposée n'a jusque-là, pas été respectée. Ce réseau de surveillance a été renforcé par l'implantation de nouveaux piézomètres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un schéma des réseaux de distribution de l'eau et de collecte des effluents aqueux dont la dernière mise à jour a été réalisée en juillet 2023. En plus des canalisations, il identifie les principaux équipements (réserve, équipements de process, compteurs, équipements de filtration, clapets anti-retour....)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu

récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet ne s'effectue pas directement au milieu récepteur. Les effluents de TAT rejoignent directement la STEP communale par une canalisation dédiée, après une première épuration interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Le prélèvement des échantillons est réalisé en aval immédiat du bassin interne de traitement des effluents, sans constat de présence d'une canalisation qui assurerait une dilution des effluents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement des échantillons est facilement accessible, y compris pour un organisme extérieur dans le cas d'un contrôle inopiné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit maximal journalier peut dépasser 100 m ³ . Un débitmètre est présent au niveau du rejet final, le débit est enregistré en continu. Le prélèvement des échantillons est assuré par un préleveur automatique. Selon les informations fournies par l'exploitant, le prélèvement est asservi au débit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/11/2019, article 6**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de surveillance**Prescription contrôlée :**

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Pour le rejet d'eau résiduaires industrielles après traitement et avant déversement à la station d'épuration de la C.O.R. :

Paramètre	Fréquence d'analyse de l'auto-surveillance	Fréquence d'analyse par un organisme agréé (mesures comparatives)
Débit (1552)	Continue	Annuelle
pH (1302)	Continue	Annuelle
Température (1301)	Continue	Annuelle
DCO (1314)	Quotidienne	Annuelle
DBO5 (1313)	Quotidienne	Annuelle
MEST (1305)	Quotidienne	Annuelle
Phosphore total (1350)	Mensuelle	Annuelle
Azote global (1351)	Mensuelle	Annuelle
Hydrocarbures totaux (7009)	Mensuelle	Annuelle
Cuivre et ses composés (1382)	Mensuelle	Annuelle
Nonylphénols (1958)	Mensuelle	Annuelle
Chrome et ses composés (1389)	/	Annuelle

Constats :

L'examen des résultats saisis sur Gidaf sur la période janvier 2023 - avril 2024 montre le respect des fréquences de surveillance prescrites.

Ph, débit, température : mesurés en continu.

DCO, MES, DBO5, NGL, phosphore : prélèvement par l'exploitant et analyses selon fréquence prescrite par du matériel de mesure interne

HCT, Cu, nonylphénols : prélèvement par l'exploitant et analyses selon fréquence prescrite par un laboratoire externe (actuellement CTC).

Tous les paramètres : prélèvements et analyses par un laboratoire externe une fois par an (En 2024 : prélèvements par l'Apave, analyses par Eurofins).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/11/2019, article 5**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect VLE**Prescription contrôlée :**

Sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté durant les 24 heures précédentes (prélèvement asservi au débit), l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le réseau d'assainissement, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Température < 30°C 5,5 < pH < 8,5 Débit maximal : 125 m³/h 1500 m³/j		
Paramètre (Code Sandre)	Concentration maximum (mg/l)	Flux maximum (g/j)
DCO (1314)	1200	1200000
DBO5 (1313)	250	250000
MES (1305)	150	150000
Phosphore total (1350) **	10	8000
Azote global (1551)	50	48000
Hydrocarbures totaux (7009)	9	6000
Cuivre et ses composés (1382)	0,3 puis 0,15 (au 01/01/2020)	60
Nonylphénols (1958)	0,025	15
Chrome et ses composés (1389)	0,02	8,75

** : Concernant le phosphore total, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier que les formes de phosphore rejetées sont complexées et difficilement précipitables et que le coût de déphosphatation s'avérerait trop onéreux au regard de la précipitation habituelle du chlorure ferrique pour atteindre une concentration maximale rejetée de 2 mg/l. A défaut, la valeur limite d'émission est de 2 mg/l.

Constats :

Les résultats saisis sur Gidaf pour la période janvier 2023 - avril 2024 montrent le respect des valeurs limites d'émission.

Pour le cas du pH, l'exploitant a indiqué qu'en cas d'atteinte des valeurs limites, la vanne de rejet se ferme et une alarme se déclenche.

L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les courbes d'enregistrement pH pour une date donnée, afin de justifier de l'arrêt du rejet lorsque les limites de pH sont atteintes (par exemple, cas du 6 juillet 2023, où une valeur de pH de 8,5 a été saisie).

Pour le cas du débit horaire, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer avec certitude si la valeur saisie dans Gidaf est une valeur ponctuelle, une moyenne ou la valeur maximale mesurée sur une journée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera les dispositions prises pour être en capacité d'exploiter et présenter les données de l'enregistreur en continu (pH, débit température).

Observation : Pour le cas du débit horaire, une saisie dans Gidaf du débit maximal horaire atteint sur une journée est à privilégier, afin de justifier du respect de la valeur limite d'émission.

Observation : Lorsque le résultat d'une mesure est inférieur à la limite de quantification, la valeur de cette limite est à saisir dans Gidaf comme résultat et un commentaire précisant "résultat inférieur à la limite de quantification" est à indiquer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nonylphénols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/11/2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des nonylphénols
Prescription contrôlée : Pour les nonylphénols, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous dix-huit mois, une étude technique accompagnée de tous les éléments nécessaires, afin de justifier qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables, et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur, conformément à l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation. Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection l'étude technique prescrite, ni justifié de la présence de la substance dans les eaux amont. L'exploitant a indiqué ne pas mettre en œuvre de produits contenant de nonylphénols. Ces derniers pourraient être présents sur les matières premières à traiter. Il a indiqué que la profession a exercé une pression auprès des fournisseurs pour réduire/supprimer la présence de cette substance, une étude aurait été réalisée par un cabinet extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan présentant l'évolution des niveaux de rejets en nonylphénols afin d'examiner les effets de la pression exercée sur les fournisseurs. L'étude citée au cours de la visite sera transmise sous ce même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Les résultats saisis sur Gidaf pour la période janvier 2023 - avril 2024 ne montrent pas de dépassement des valeurs limites d'émission (dans ce cas, aucun commentaire n'est attendu).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'autosurveillance sont régulièrement saisis et transmis via Gidaf. L'exploitant informe l'inspection lorsqu'il rencontre des difficultés avec l'application, en particulier lorsque celles-ci entraînent des légers retards de transmission.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Autosurveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'autosurveillance, pour les paramètres non analysés par l'exploitant, un examen par sondage a permis de vérifier que CTC est agréé pour les paramètres qu'il est chargé d'analyser (selon les informations sur le site "labeau"), et accrédité Cofrac.</p> <p>Pour les paramètres qu'il analyse en interne, l'exploitant dispose des réactifs adaptés et est vigilant pour ce qui concerne leur date de péremption.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fois par an, un organisme extérieur assure le prélèvement des échantillons (Apave en 2024) et sous traite à un laboratoire (Eurofins en 2024) l'analyse de l'ensemble des paramètres visés à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2019 .</p> <p>Le dernier contrôle de ce type a été réalisé le 6 mars 2024 (rapport daté du 24 mai 2024). A la date de la visite objet du présent rapport, les résultats d'analyses n'avaient pas encore été saisis dans Gidaf, ils montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dépassement de la valeur limite d'émission en phosphore (concentration mesurée = 16 mg/L, VLE =10 mg/L). L'exploitant en a identifié la cause : il serait lié aux effluents en provenance du système de lavage des effluents atmosphériques, ce dernier nécessitant un nettoyage. Une opération de maintenance était en cours le jour de la visite objet du présent rapport. • un dépassement ponctuel en pH : un maximal instantané de 8,73 a été mesuré, pour une valeur maximale autorisée de 8,5. <p>Un examen par sondage a permis de vérifier que le laboratoire Eurofins est agréé pour les paramètres analysés.</p> <p>L'organisme en charge du prélèvement (Apave) dispose d'une accréditation Cofrac en cours de validité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Lors de la saisie des résultats sur Gidaf du contrôle annuel de recalage réalisé par un organisme extérieur, l'exploitant veillera à le saisir sous le motif "contrôle externe de recalage". Vis-à-vis des dépassements constatés pour les valeurs limites d'émissions du pH et du phosphore, des commentaires devront être apportés pour en rappeler les causes et indiquer les actions correctives mises en œuvre.</p> <p>Observation : Lors du prochain contrôle externe de recalage et pour les paramètres qu'il analyse en interne, l'exploitant réalisera une inter-comparaison, en effectuant une analyse du même échantillon avec son propre matériel d'autosurveillance. Les résultats de cette comparaison seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a mené un travail de recherche sur les FDS et a indiqué avoir interrogé ses fournisseurs : il n'a pas identifié de produits mis en œuvre sur le site contenant des PFAS. Les campagnes d'analyse des rejets ont été réalisées en février, mars et avril 2024. Les résultats sont saisis sur Gidaf. Les 20 composés mentionnés à l'article 3-2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et les 8 de l'article 3-3 ont été analysés : les concentrations mesurées sont inférieures aux limites de quantification. Les AOF ont été mesurés à 12 µg/L en avril. Un nouveau procédé en cours d'industrialisation nécessite l'utilisation de produits contenant du fluor. L'exploitant a défini un nouveau mode opératoire : les résidus des bains d'apprêt et les effluents de rinçage ne sont pas orientés vers la station d'épuration. Ils sont collectés pour être recyclés, ou le cas échéant, évacués en tant que déchets (une campagne de production de ce type de produit était en cours au moment des prélèvements pour les analyses des PFAS).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conception du réseau de forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Sur la base de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site seront définis : <ul style="list-style-type: none">• le nombre de forages (deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont),• leur lieu d'implantation• leur profondeur• leur coupe technique prévisionnelle (conception, équipement, protection)• leur coupe géologique prévisionnelle Cette définition du réseau de forages sera soumise à l'inspection des installations classées pour validation. En l'absence d'impact sur les forages implantés en aval hydraulique, le forage amont pourra ne pas être réalisé après avis de l'inspection des installations classées.
Constats : Un réseau de 4 piézomètres (deux en amont, deux en aval) a été foré en mai 2024 en

complément/remplacement des deux puits avals existants.
A la date de la visite objet du présent rapport, l'exploitant ne disposait pas encore des rapports liés à l'implantation des 4 piézomètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fera parvenir à l'inspection les éléments de l'étude hydrogéologique réalisée, qui a permis de définir les emplacements des ouvrages, ainsi que leurs coupes techniques et géologiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Nature et fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paramètres ci-dessous font l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en périodes de hautes eaux et de basses eaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hydrocarbures totaux • Métaux (Cu, Cr) • Nonylphénols • Composés perfluorés (*) <p>Ils sont complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols et dans les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur le site.</p> <p>Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>(*) : Pour le cas des composés perfluorés, ces paramètres pourront ne pas faire l'objet d'analyses dès lors que l'exploitant est en capacité de justifier que le début de fuite de la canalisation est survenu après un arrêt définitif de l'utilisation des produits en contenant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux premières campagnes d'analyses ont été réalisées en décembre 2022 et septembre 2023 à partir des deux puits implantés en bordure du site, le long de la Trambouze. La campagne de septembre 2023 a principalement mis en évidence la présence de PFAS à une teneur maximale de 320 ng/L (pour la somme des 20 PFAS). Les PFAS n'avaient pas été recherchés en décembre 2022</p> <p>Une nouvelle campagne a été réalisée en mai 2024 à partir du nouveau réseau de 4 piézomètres + les 2 puits existants. Les résultats définitifs n'étaient pas encore disponibles le jour de la visite, mais des tableaux de résultats provisoires montraient toujours la présence de PFAS en aval hydraulique.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Non-conformité : La fréquence trimestrielle imposée par l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral

complémentaire du 3 août 2022 n'est pas respectée. Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit veiller à planifier les campagnes de prélèvements nécessaires pour que la fréquence imposée soit respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.7

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

En cas de constat de pollution lors des analyses des eaux souterraines sur les piézomètres implantés en aval hydraulique du site, l'exploitant met en place une surveillance de la rivière « La Trambouze » longeant le site, selon une fréquence trimestrielle.

Les prélèvements sont réalisés en périodes de hautes eaux et de basses eaux, en deux points situés respectivement en amont et en aval du site. Les analyses portent sur les paramètres visés à l'article 5.4.

Constats :

Des analyses de la Trambouze, en amont et en aval du site, ont été réalisées en septembre 2023 et mai 2024.

La fréquence trimestrielle imposée n'est pas respectée.

Le rapport disponible de septembre 2023 montre, pour la somme des 20 PFAS, les concentrations de 26 ng/L en amont et 28,8 g/L en aval. Celui de mai 2024 n'était pas encore disponible (seuls des résultats provisoires ont pu être consultés montrant une situation globalement similaire à celle de septembre 2023).

A ce stade, il ne peut pas être établi de lien direct entre les concentrations mesurées dans les eaux souterraines et les eaux de surface, les concentrations amont et aval mesurées dans ces dernières étant du même ordre de grandeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : Considérant l'impact constaté en PFAS au niveau des eaux souterraines en aval hydraulique des installations exploitées par TAT, la surveillance de la Trambouze telle que prévue par l'article 5.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2022 doit être maintenue. Les dernières analyses réalisées montrent que la fréquence trimestrielle imposée n'est pas respectée. Sous un délai de 1 mois, l'exploitant planifiera les prochains prélèvements afin de respecter la fréquence imposée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Repérage et entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.
Constats : L'accès aux piézomètres et aux puits est facile, les abords sont entretenus. Les piézomètres sont fermés par un capot équipé d'un cadenas. Les puits disposent simplement d'une grille amovible posée sur l'ouverture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant veillera à mettre en place un capot de fermeture ou tout autre dispositif de fermeture approprié en tête des deux puits. Un dispositif de sécurité devra interdire l'accès à l'intérieur du forage, en dehors des périodes d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Nivellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages.
Constats : En l'absence des rapports de forage et de prélèvements des eaux souterraines (pas encore disponibles au moment de la visite), il n'a pas été possible de vérifier si un nivellement NGF des piézomètres a été réalisé. La visite n'a pas permis d'identifier de repère de nivellement sur l'extérieur des ouvrages (l'exploitant ne possédait pas la clé des cadenas, il n'a pas été possible de vérifier si un tel repère existe à l'intérieur).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Dès réception des rapports d'analyses des eaux souterraines, l'exploitant vérifiera que le nivellement NGF des piézomètres a bien été effectué. A défaut, celui-ci devra être réalisé lors de la prochaine campagne de prélèvements. L'exploitant veillera à ce que le repère du nivellement apparaisse clairement sur les ouvrages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Enregistrement BSS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis-I-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM
Constats : Les ouvrages n'ont pas encore été déclarés au BRGM, l'exploitant ne dispose pas encore des rapports complets des forages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Dès réception des rapports de forage des ouvrages (coupe, localisation précise....), l'exploitant fera inscrire les piézomètres à la banque du sous-sol du BRGM.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : I. « Capacité des rétentions. » Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;<ul style="list-style-type: none">• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Suivi inspection 2023, point de contrôle n°10, non conformité : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant positionnera sur rétention les fûts visés par le présent point de contrôle. Sous ce même délai, il mettra en place des étiquetages permettant d'identifier les déchets entreposés.
Constats : La visite des installations a permis de constater que pour les stockages visés par une non-conformité au cours de l'inspection de 2023, les déchets les plus dangereux ont été évacués. Pour les déchets restants, ils sont entreposés sur des rétentions lorsqu'ils sont liquides, et sont identifiés. L'exploitant a indiqué qu'il attend d'avoir un volume correspondant au volume nécessaire pour remplir un camion pour en assurer l'évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Nouvelle activité
Prescription contrôlée : <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Au cours de la visite, l'exploitant a présenté un nouveau procédé de traitement qu'il a développé : il se destine au marché de tissus techniques, l'objectif étant de leur donner des propriétés particulières.</p> <p>Pour ce qui concerne les rejets aqueux, le process a été développé avec un objectif "zero rejet". Les résidus des bains de traitement et les effluents de rinçage sont recyclés ou, si nécessaire, évacués en tant que déchets. Aucun effluent n'est orienté vers la station de pré traitement interne à TAT.</p> <p>Lors du passage sur la rame, une réaction de polymérisation se produit pour obtenir une des propriétés attendues. Les effluents atmosphériques transitent par un laveur de fumées avant rejet à l'atmosphère. L'exploitant a réalisé une analyse en 2024 (prélèvement le 04/04/2024, rapport du 22/04/2024) afin de caractériser les rejets, elle montre en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">• le respect des VLE pour les COV NM (valeur mesurée = 9,32 mg/m³, VLE = 110 mg/m³) et les poussières (valeur mesurée = 1,25 mg/m³, VLE = 40 mg/m³)• la présence de formaldéhyde qui a été mesuré à la concentration de 6,57 mg/m³ et au flux de 167 g/h. Cette substance relève de la phrase de risque H350. En conséquence, un tel niveau de rejet est non conforme aux dispositions de l'article 27-7-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui fixe une concentration maximale de 2 mg/m³ dès lors que le flux de l'ensemble des émissaires du site est supérieur ou égal à 10 g/h. <p>L'exploitant est en attente d'un retour de son client pour savoir si cette activité va se développer de façon pérenne sur son site. Pour le cas de l'étape de process à l'origine des rejets en formaldéhyde, en considérant un fonctionnement des installations 47 semaines/an, 3h/jour et 3 jours/semaine, le rejet mesuré à 167 g/h pourrait représenter une émission de 70,6 kg/an de formaldéhyde.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Non-conformité : Le nouveau process développé par l'exploitant est à l'origine de niveau de rejets en formaldéhyde non-conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Également, il constitue une modification des conditions d'exploitation.</p> <p>En application des dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, si cette activité qui a été testée est maintenue sur site, l'exploitant transmettra à monsieur le préfet de la Loire, sous un délai maximal de 6 mois, un dossier de porter à connaissance permettant d'apprécier l'impact des modifications apportées aux installations. Il comprendra au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">• une description de l'activité, des produits utilisés (nature, phrases de risques, quantités entreposées...), de la zone d'implantation au sein de l'usine,

- une présentation de l'évolution des impacts attendus en regard des activités déjà autorisées et les dispositions prises pour les limiter, pour ce qui concerne notamment l'eau, l'air, les déchets... Pour le cas particulier des rejets atmosphériques, l'exploitant justifiera les actions correctives qu'il mettra en œuvre pour respecter la valeur limite d'émission en formaldéhyde imposée par l'article 27-7-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Il se positionnera sur l'impact sanitaire des rejets atmosphériques sur la base, dans un premier temps, d'une évaluation qualitative des risques sanitaires.
- une synthèse des risques présentés par ces nouveaux produits en situation accidentelle (cette nouvelle activité est-elle susceptible de modifier les conclusions de l'étude détaillée des dangers du dernier dossier de demande d'autorisation ?).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois